

**DIRECTION des FINANCES
et des AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**

VESOUL, le **23 NOV. 1989**

.....⁴ Bureau
EJ/ND
Poste 3591

23 NOV. 1989

Arrêté 2D/4B/I/89 n° 2724 du
mettant en demeure la S.A. SILAC à CHAMPLITTE
de respecter la loi du 19 juillet 1976
relative aux installations classées
pour la protection de l'environnement

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 3, 6 et 23 1er alinéa ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 17 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2627 du 10 novembre 1983 portant autorisation d'exploitation d'un atelier de traitement de surface des métaux par la société SILAC à CHAMPLITTE et notamment ses articles 3, 6 et 9 ;
- VU le procès-verbal dressé à l'encontre de la société SILAC le 19 octobre 1989 du fait d'un rejet hors normes en chrome hexavalent ;
- CONSIDERANT que l'exploitant n'assure pas ou ne fait pas assurer la surveillance du fonctionnement de sa station d'épuration et qu'ainsi les eaux usées de son établissement ne subissent pas le traitement dont elles sont justiciables ;
- CONSIDERANT par ailleurs que la comptabilité des déchets issus de l'activité de traitement de surface ne revêt pas la forme prévue dans l'arrêté d'autorisation et en tout cas qu'elle ne permet pas un contrôle satisfaisant de la bonne élimination des déchets ;
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, région de Franche-Comté, en date du 24 octobre 1989 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône ;

...../.....

A R R E T E

Article 1er : - La S.A. SILAC à CHAMPLITTE est mise en demeure de se conformer à la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées en prenant les dispositions ci-après, sous un délai de quinze jours :

- . Assurer ou faire assurer aux effluents issus de l'activité de traitement de surface le traitement dont ils sont justiciables.
- . Mettre en oeuvre les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'ouvrage d'épuration des eaux, en particulier en s'assurant par un contrôle régulier que l'installation ne dérive pas et que les polluants contenus dans les effluents ne dépassent pas les normes suivantes :

DCO	150	mg/l
MES	30	mg/l
Al	5	mg/l
CR VI	0,1	mg/l
CR III	3	mg/l

Les boues d'hydroxydes métalliques régulièrement produites doivent être séparées des effluents et évacuées vers une installation dûment autorisée à cet effet.

- . Procéder à une comptabilité très précise de l'ensemble des déchets issus de l'activité de traitement de surface, ainsi que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1983 le précise.

Article 2 : - Si au terme du délai fixé à l'article 1er, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues par l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

Article 3 : - Le présent arrêté sera notifié à la S.A. SILAC. Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire de CHAMPLITTE.

La présente notification ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

Article 4 : - Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, région de Franche-Comté, le maire de la commune de CHAMPLITTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- . au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
Région de Franche-Comté
7 rue Léonard de Vinci 25000 BESANCON
- . au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
Région de Franche-Comté - 1ère subdivision de VESOUL
Résidence "Le Ronsard" 31 rue Jean Jaurès B.P. 151
70003 VESOUL CEDEX
- . au maire de la commune de CHAMPLITTE (deux exemplaires)
- . au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires
et Sociales
- . à la S.A. SILAC

POUR AMPLIATION,
OUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU



FAIT A VESOUL, LE 23 NOV. 1989

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL
Michel FUZEAU